

## 2008 Niger Liberté de religion

La Constitution offre la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué généralement à la libre pratique de la religion.

En général, le Gouvernement a respecté la liberté religieuse dans la pratique. Il n'y pas eu de changement dans le statut du respect de la liberté religieuse par le Gouvernement pendant la période couverte par ce rapport. Cependant, dans certains cas les autorités locales ont interrompu les célébrations de l'Eid al-Fitr qui se passaient à des jours différents de la déclaration officielle du Gouvernement concernant la fin du jeun.

Il n'ya pas eu de rapport d'abus sociaux ou de discrimination basée sur une affiliation religieuse, croyance, ou pratique, et d'éminents leaders de la société ont pris des actions positives pour promouvoir la liberté religieuse.

Le Gouvernement américain discute de la liberté religieuse avec le Gouvernement en tant qu'aspect de sa politique pour promouvoir les droits de l'homme.

### Section I. La démographie religieuse

Le pays a une superficie de 490.000 mile<sup>2</sup> et une population de 14.8 million. L'islam est pratiqué par plus de 90 pour cent de la population. Approximativement 95 pour cent des musulmans sont des sunnites et 5 pour cent des shiites. Il ya également des communautés de chrétiens et de Bahai'i. Les chrétiens, les catholiques et les protestants, représentent moins de 5 pour cent de la population et sont présents surtout dans les régions de Maradi et Dogondoutchi, et à Niamey et d'autres centre urbains avec des populations expatriées. Les adeptes du Christianisme comprennent les croyants locaux parmi les éduqués, l'élite, les familles coloniales ainsi que les émigrés des pays côtiers voisins, en particulier le Benin, le Togo, and le Ghana. Au nombre de quelques milliers, les Baha'is résident fondamentalement à Niamey et dans les communautés sur le côté ouest du fleuve Niger, contigu au Burkina Faso. Un petit pourcentage de la population pratique des croyances religieuses traditionnelles indigènes.

### Section II. Le statut de la liberté religieuse

#### Le cadre juridique/politique

La Constitution offre la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué généralement à la libre pratique de la religion. A tous les niveaux la loi protège ce droit pleinement contre l'abus, soit par le gouvernement ou les acteurs privés. En général le Gouvernement respecte ce droit dans la pratique, bien qu'il surveille l'expression religieuse qu'il juge comme une menace potentielle à l'ordre public ou à l'unité nationale.

Les chefs traditionnels et le principal clergé musulman revendiquent un droit pour approuver le contenu d'un prêche et les plans de construction de mosquée auprès des prêcheurs musulmans étrangers et des bailleurs. Cependant, dans la pratique cette revendication ne semblait pas faire

obstacle au clergé et aux organisations étrangers, dont la doctrine souvent différait des enseignements sufi traditionnels de clergé et chefs classiques.

Les organisations religieuses doivent s'enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. L'enregistrement est une formalité, et il existe la preuve que le Gouvernement favorise un groupe religieux sur l'autre ou qu'il a jamais refuse d'enregistrer une organisation religieuse. L'approbation est basée sur la soumission de documents juridiques exigés et sur le contrôle des leaders de l'organisation. Le Gouvernement doit aussi autoriser la construction d'un lieu de culte; toutefois, il n'existe pas de rapports où le Gouvernement a refusé de permis de construction pendant la période couverte par ce rapport. Les missionnaires étrangers doivent s'enregistrer officiellement comme des associations.

La Constitution interdit aux partis politiques d'avoir une doctrine basée sur une idéologie religieuse quelconque.

Le Ministère des Affaires Religieuses (MRA), créé en mars 2007, fait la promotion du dialogue inter religieux et éclaire les points de vue religieux sur les programmes et politiques gouvernementaux. Le Conseil Islamique du Niger, créé en février 2006 et compose de représentants des organisations musulmanes et des agences gouvernementales, rend compte au MRA.

En novembre 2007 le Gouvernement a décidé de régler les préparatifs du Hajj, en citant des organisations défectueuses du Hajj par des diverses agences locales de voyage.

Le Gouvernement observe Noël, lundi de Pâques, Eid el-Adha, Muharram, Maulid al-Nabi (l'anniversaire du Prophète Muhammad), Lailat al-Qadr, et Eid al-Fitr comme congés nationaux. Ce n'est pas assez fréquent pour les musulmans et chrétiens de participer aux fêtes de l'un et de l'autre pendant ces congés.

### Les Restrictions sur les Libertés Religieuses

Le Gouvernement, en général a respecté la liberté religieuse dans la pratique. Il n'y pas eu de changement dans le statut du respect de la liberté religieuse par le Gouvernement pendant la période couverte par ce rapport.

### Les Abus de la Liberté Religieuse

Le 13 octobre 2007, la police locale de la ville de Korin Bakoye dans la région de Zinder a dispersé une foule pour la célébration de l'Eid al-Fitr 2 jours après la date Eid annoncée par le Gouvernement. La police a brièvement détenu l'imam local et quelques personnes tandis que le chef du village et la plupart des autres résidents se sont enfuis. Aussi le 13 octobre 2007, le chef traditionnel de Korgom, dans la région de Maradi, a révoqué l'imam local pour avoir demandé à la population d'ignorer l'annonce du Gouvernement et de continuer à jeuner jusqu'au 12 octobre.

Il n'y pas eu de rapports de prisonniers ou détenus religieux dans le pays.

## Conversion Religieuse Forcée

Il n'y a pas eu de rapport de conversion religieuse forcée, y compris de citoyens américains mineurs qui avaient été enlevés ou illégalement déplacés des États Unis, ou le refus de permettre à de tels citoyens de retourner aux États Unis.

## Améliorations/Développements positives en faveur de la Liberté Religieuse

Le MRA a encouragé la compréhension inter religieuse à travers plusieurs fora de grande envergure.

Le 28 mars 2008, à l'ouverture d'un symposium national organisé par une association islamique, le Ministre des Affaires Religieuses a rappelé au public que la prolifération des associations religieuses autorisées par la Constitution ne devrait pas conduire au sectarisme religieux. Il a insisté sur la responsabilité des leaders religieux de promouvoir la paix dans le pays.

Le 29 août 2007, à l'ouverture de la première session du Conseil Islamique du Niger, le Ministre des Affaires Religieuses a invité les leaders islamiques "à créer les conditions d'une coexistence paisible entre Musulmans, Chrétiens, et les membres des autres croyances."

## Section III. Les Abus de Société et la Discrimination

Il n'y a pas eu de rapports d'abus de société ou de discrimination basés sur l'affiliation religieuse, la croyance ou la pratique et les éminents leaders de la société ont pris des actions positives pour promouvoir la liberté religieuse

Du 3-5 avril, 2008, l'Eglise Catholique de Konni, Madaoua, Tahoua, and Dogondoutchi a organisé des sessions de formation pour promouvoir la sensibilité inter religieuse et le dialogue entre autorités chrétiennes et musulmanes travaillant au sein des services sociaux de l'Eglise Catholique. Des sessions similaires ont été organisées à Niamey du 16-18 avril 2008.

## Section IV. La Politique du Gouvernement Américain

Le Gouvernement discute de la liberté religieuse avec le Gouvernement en tant qu'aspect de sa politique globale pour promouvoir les droits de l'homme. L'Ambassade a mis l'accent régulièrement sur l'importance de la tolérance religieuse dans ses déclarations et réunions publiques avec les autorités gouvernementales et les membres de la société civile.